

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 11 mars 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
pour présentation à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT MODIFICATION DES HORAIRES DE FONCTIONNEMENT
ET AUTORISANT TEMPORAIREMENT LE FONCTIONNEMENT D'UNE UNITÉ MOBILE DE CONCASSAGE-CRIBLAGE

SMB

COMMUNE DE PRASVILLE

N° ICPE 2647

1. IDENTIFICATION DU PÉTITIONNAIRE

Raison sociale : Société des Matériaux de Beauce - SMB
Forme juridique et capital : SARL au capital de 1 400 000 euros
Siège social : La Michellerie – 28150 Prasville
Responsable : Jean-Paul CHAIGNON et Philippe BISI, co-gérants
SIRET : 301 894 887

2. RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉTABLISSEMENT

Nature : Carrière à ciel ouvert
Situation : Commune de Prasville
Surface : 354ha 34a 86ca

Actes administratifs : - Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2012 d'une durée de 30 ans
- Arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2016 actant l'augmentation de la consommation d'eau de forage et portant modification de la liste des matériaux inertes acceptables en remblais pour la remise en état de la carrière
- Récépissé préfectoral du 18 mars 2014 prenant acte du bénéfice de l'antériorité et mettant à jour le tableau de classement des installations classées pour la protection de l'environnement

3. OBJET DE LA DEMANDE

Par courrier du 24 février 2016 complété le 10 mars 2016, la société SMB a adressé à M. le Préfet un dossier de demande de dérogation pour le fonctionnement de la carrière et de ses installations annexes jusqu'à 22 heures et pour le fonctionnement d'une unité mobile de concassage-criblage d'avril à septembre 2016.

Cette demande d'extension de la plage horaire de fonctionnement et d'installation d'un groupe mobile complémentaire est liée à l'arrêt de la production entre juillet et septembre 2016 afin de réaliser les travaux de montage d'une unité de lavage des matériaux au niveau de l'installation de traitement.

Cette demande correspond aussi à un regain d'activité.

4. INSTRUCTIONS DE LA DEMANDE

> Actuellement, l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit que la carrière et ses installations annexes fonctionnent jusqu'à 20 heures. L'inspection des installations classées propose d'autoriser un fonctionnement jusqu'à 22 heures, tout en interdisant les tirs de mine et les chargements de camions entre 20 heures et 22 heures.

Le fonctionnement en période de pointe (au-delà de 20 heures) doit être justifié : les horaires et les motifs de fonctionnement au-delà de 20 heures sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions ne sont applicables qu'après information préalable de l'inspection des installations classées.

> La puissance de l'installation mobile de concassage-criblage de matériaux envisagée (400 kW) s'intègre, dans le respect du volume autorisé de la puissance totale des installations (3 118,6 kW).

Une mesure des niveaux sonores en période diurne et nocturne est réalisée dès l'installation du groupe mobile. Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Le fonctionnement de l'installation mobile de concassage-criblage est applicable d'avril 2016 à septembre 2016 inclus.

5. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES - CONCLUSION

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection estime que les modifications envisagées sont notables et ne sont pas substantielles. L'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 doit être modifié.

En application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, il est proposé d'acter les modifications demandées par un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris après avis membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières et pour lequel le rapporteur propose de réserver une suite favorable.